

NÉPAL

Amnesty International demande la libération de personnes retenues en otages

Index AI : ASA 31/079/2004

ÉFAI

Mercredi 24 mars 2004

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International est préoccupée par la multiplication d'informations faisant état de prises d'otages ou d'enlèvements commis par le Parti communiste népalais (PCN) maoïste.

L'organisation est particulièrement inquiète de la situation de 30 personnes, des membres des forces de sécurité et des fonctionnaires, qui auraient été prises en otage par le PCN (maoïste) à l'issue d'une attaque de grande ampleur menée le 20 mars 2004 contre Beni Bazaar, le chef-lieu du district de Myagdi, dans l'ouest du Népal.

Parmi les personnes portées disparues, figurent le commissaire de police adjoint Rana Bahadur Gautam et le chef de district Sagar Mani Parajuli.

Dans une déclaration adressée à la presse le 22 mars 2004, la direction du PCN (maoïste) aurait affirmé détenir les deux hommes ainsi que les 30 membres des forces de sécurité et fonctionnaires portés disparus. Comme condition préalable à la libération des personnes qu'il a enlevées, le PCN (maoïste) aurait demandé la libération de trois dirigeants maoïstes - Matrika Prasad Yadav, Suresh Ale Magar et Tilak Sharma - détenus dans une prison militaire.

« Si les personnes détenues par le PCN (maoïste) le sont dans le seul but de contraindre le gouvernement à libérer ces trois dirigeants maoïstes, Amnesty International considère que ces personnes sont des otages et demande leur libération immédiate et sans condition.

« Le 22 mars 2004, le journal Kantipur aurait reçu un communiqué du PCN (maoïste) dans lequel celui-ci s'engage à respecter les normes humanitaires minimales figurant dans l'article 3 commun aux Quatre Conventions de Genève de 1949, a déclaré Amnesty International. Mais le droit international humanitaire interdit sans ambiguïté la prise d'otages. »

Le siège de la police a confirmé qu'après l'attaque, 50 policiers ont été portés disparus et que l'on reste sans nouvelles de leur sort. Un porte-parole de l'armée royale népalaise a déclaré qu'un soldat était porté disparu et que

l'on suppose qu'il a été capturé par le PCN (maoïste).

L'organisation s'inquiète aussi des informations faisant état de l'enlèvement par le PCN (maoïste) de deux membres du Parti communiste népalais (Union marxiste-léniniste) - Tara Chandra Regmi, vice-secrétaire du comité de district, et Lal Bahadur Thapa, un membre du comité de district - lors d'une *Marche pour la paix et la démocratie* organisée dans le district de Bahura le 6 mars 2004. Lal Bahadur Thapa a été libéré moins d'une semaine après l'enlèvement, mais on ignore où se trouve Tara Chandra Regmi.

Le 20 mars 2004, 28 membres du Parti communiste népalais (Union marxiste-léniniste) auraient été enlevés par le PCN (maoïste) alors qu'ils revenaient d'une réunion tenue dans le cadre de la *Campagne pour la paix et la démocratie* aux environs de Babiya Chaur, dans le district de Surkhet. Parmi les personnes enlevées, figuraient Rishi Sharma, le secrétaire du comité de district, et Bal Krishna BC, ancien président du comité de district de Surkhet. On ignore où se trouvent ces 28 personnes.

Amnesty International demande au PCN (maoïste) de libérer immédiatement et sans condition les membres du Parti communiste népalais (Union marxiste-léniniste).

« Nous demandons que ces prisonniers soient traités humainement, qu'ils soient autorisés à communiquer avec leur famille et que des garanties soient fournies en ce qui concerne leur sécurité », a indiqué Amnesty International.

Complément d'information

Le 20 mars 2004, l'un des accrochages les plus violents entre les forces de sécurité gouvernementales et des membres du PCN (maoïste) depuis la rupture du cessez-le-feu en août 2003 a eu lieu à Beni Bazaar, chef-lieu du district de Myagdi, dans l'ouest du Népal. Environ 2000 maoïstes armés ont attaqué des bâtiments gouvernementaux, dont les bureaux administratifs du district, le bureau de police du district, une caserne et deux banques d'État. Les combats auraient fait plus de 50 morts parmi les forces de sécurité, 77 parmi les maoïstes, et 13 dans la population civile, mais le bilan réel pourrait être bien plus lourd. ●

Pour plus d'informations, contactez le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>